

# COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 28 octobre 1971.

SFC (71) 3883 final

## TRENTE ET UNIÈME RAPPORT INTERIMAIRE DE LA COMMISSION AU CONSEIL

concernant les adaptations techniques des réglementa-  
tions communautaires à la situation de la Communauté  
élargie

- Marchés publics de travaux -



TRENTE ET UNIEME RAPPORT INTERIMAIRE DE LA COMMISSION AU CONSEILI

1. La Commission présente le 31ème rapport intérimaire concernant les adaptations techniques des réglementations communautaires à la situation de la Communauté élargie. Ce rapport a pour objet les actes juridiques, concernant la suppression des restrictions à la libre prestation des services et la coordination des procédures dans le domaine des marchés publics de travaux. Ces actes juridiques ont été adoptés par le Conseil le 26 juillet 1971.

2. Les actes juridiques qui n'appellent pas d'adaptations ont été énumérés en Annexe I. La directive portant coordination des procédures appelle les adaptations techniques qui ont été reprises dans l'Annexe II.

II.

3. Etant donné que ni la législation du Royaume-Uni ni la législation irlandaise ne connaissent la notion de "droit public", il convenait d'ajouter à la formule reprise à l'article 1 b) et dans le titre de l'Annexe I, la notion "entité équivalente".

4. Comme dans les adaptations apportées aux directives du droit d'établissement (cf. le 11e rapport intérimaire de la Commission), l'article 23 § 3 a été complété par la référence à la "déclaration solennelle" rendue nécessaire par la situation juridique du Danemark qui ne connaît plus le serment.

.../...

5. Au Royaume-Uni et en Irlande, le registre professionnel visé par l'article 24 de la directive qui dans la plupart des Etats membres prend la forme d'un registre de commerce n'existe pas. Seules les sociétés incorporées sont inscrites au registre des sociétés. Etant donné que, selon l'article 7 § 1 les marchés publics de travaux concernés par la directive sont d'un montant d'au moins 1.000.000 d'unités de compte et que de tels marchés sont exécutés dans la plupart des cas par des entreprises ayant la forme d'une société commerciale de capitaux, il est apparu opportun pour ces deux Etats d'inclure ces entreprises dans cet article, en reprenant la phrase suivante :

"Pour le Royaume-Uni et pour l'Irlande se substitue à la justification d'une inscription au registre professionnel pour les "registered companies" un certificat du "Registrar of Companies" indiquant que la société est "incorporated"."

Ce certificat, qui peut être demandé aux entreprises, correspond par son contenu aux inscriptions aux registres de commerce des Etats membres.

6. L'Annexe I a été complétée compte tenu des indications fournies par les pays candidats.

7. Ces adaptations techniques correspondent à la situation juridique telle qu'elle apparaît au 22 septembre 1971.

ACTES COMMUNAUTAIRES

en matière des marchés publics de travaux  
ne nécessitant pas d'adaptations techniques

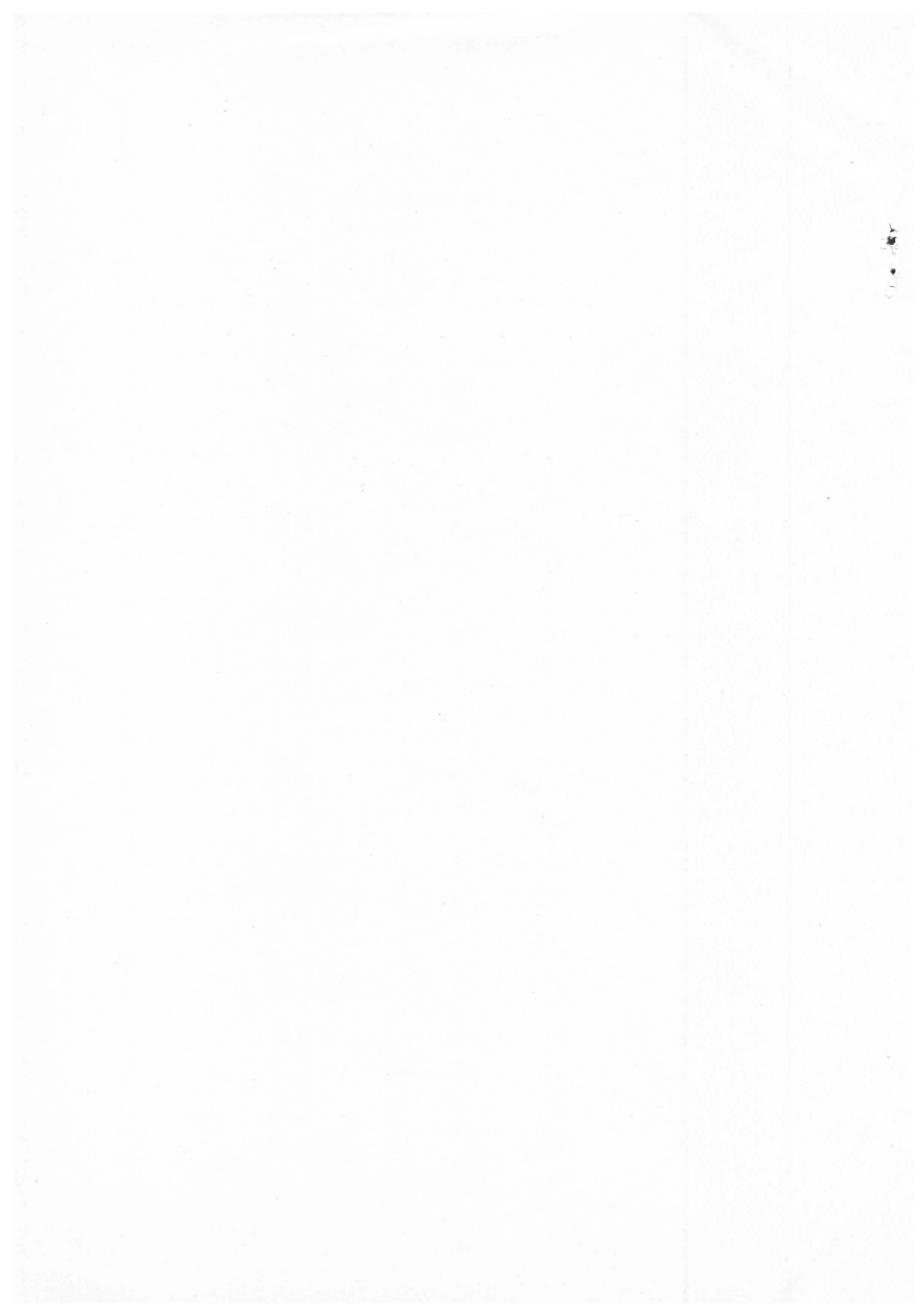
---

- Directive n° 71/304/CEE du Conseil du 26 juillet 1971 concernant la suppression des restrictions à la libre prestation de services dans le domaine des marchés publics de travaux et à l'attribution de marchés publics de travaux par l'intermédiaire d'agences ou de succursales.

J.O n° L 185/1 du 16 août 1971

- Décision n° 71/306/CEE du Conseil du 26 juillet 1971 instituant un Comité Consultatif pour les marchés publics de travaux.

J.O. n° L 185/15 du 16 août 1971



ACTE COMMUNAUTAIRE

en matière des marchés publics de travaux  
nécessitant des adaptations techniques

- Directive n° 71/305/CEE du Conseil du 26 juillet 1971 portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux.

L'article 1 b) - ajouter après les mots "droit public"

"ou dans les Etats, qui ne connaissent pas une telle notion, les entités équivalentes"

L'article 23 § 3 - ajouter après les mots "sous serment"

"ou, dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle."

L'article 24 - ajouter à la fin de l'article

"pour le Danemark, "aktieselskabsregistret, foreningsregistret og handelsregistret"; pour la Norvège, "register over autoriserte entreprenører".

Pour le Royaume-Uni et pour l'Irlande se substitue à la justification d'une inscription au registre professionnel pour les "registered companies" un certificat du "Registrar of Companies" indiquant que la société est "incorporated".

L'Annexe I de la Directive est à adapter comme suit :

1. le titre devient :

"Liste des personnes morales de droit public ou, dans les Etats, qui ne connaissent pas une telle notion, des entités équivalentes visées à l'article 1er sous b)."

.../...

2. la liste doit être complétée comme suit :

"VIII. Au Royaume-Uni :

- "Local Authorities"
- "New Towns Corporations"
- "Commission for the New Towns"
- "Scottish Special Housing Association"
- "Northern Ireland Housing Trust."

IX. Au Danemark :

- "andre forvaltningssubjekter"

X. En Norvège :

- "andre offentlige forvaltningsorganer"

XI. En Irlande :

- "other public authorities whose public works contracts are subject to control by the state."